



Assemblée générale  
Conseil de sécurité

Distr.  
GÉNÉRALE

A/49/165  
S/1994/616  
25 mai 1994  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  
Quarante-neuvième session  
Points 64 et 65 de la liste  
préliminaire\*  
DÉSARMEMENT GÉNÉRAL ET COMPLET  
EXAMEN ET APPLICATION DU DOCUMENT  
DE CLÔTURE DE LA DOUZIÈME SESSION  
EXTRAORDINAIRE DE L'ASSEMBLÉE  
GÉNÉRALE

CONSEIL DE SÉCURITÉ  
Quarante-neuvième année

Lettre datée du 24 mai 1994, adressée au Secrétaire général par le  
Représentant permanent de la République populaire démocratique de  
Corée auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une déclaration du porte-parole du Ministère des affaires étrangères de la République populaire démocratique de Corée datée du 19 mai 1994.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de cette déclaration comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 64 et 65 de la liste préliminaire, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent

(Signé) PAK Gil Yon

---

\* A/49/50/Rev.1.

Annexe

DÉCLARATION DU PORTE-PAROLE DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES  
DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DÉMOCRATIQUE DE CORÉE

Récemment, le Japon a montré son vrai visage, celui d'une nation qui se livre à des activités nucléaires criminelles, suscitant l'indignation dans le monde entier : une énorme affaire a été révélée qui porte sur la dissimulation de 70 kilogrammes de plutonium dans l'usine de fabrication de combustible nucléaire de Tokaimura, district d'Ibaraki, au Japon.

Jusque-là, le Japon avait toujours joué "le vertueux", prétendant qu'il avait rendu publiques toutes les quantités de plutonium qu'il avait accumulées, et accepté les "inspections rigoureuses" de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

Or, on vient d'apprendre que les autorités japonaises avaient sciemment omis dans leur inventaire une quantité de plutonium suffisante pour permettre la fabrication de neuf bombes nucléaires.

Cette affaire est la preuve manifeste du comportement éhonté des autorités japonaises. La dissimulation de plutonium est une violation des règles universellement reconnues du droit international, qui devrait être prise très au sérieux et dénoncée. L'incident montre aussi clairement que les fameux "trois principes antinucléaires" dont le Japon s'est si souvent fait le chantre, ne sont qu'un "écran de fumée" pour masquer le fait que ce pays dissimule de grosses quantités de plutonium et accélère sérieusement son programme d'armement nucléaire. Il prouve également que la campagne tapageuse orchestrée par le Japon autour de la prétendue "question nucléaire" de la République populaire démocratique de Corée n'est qu'un stratagème visant à jeter le voile sur le programme d'armement japonais et à détourner l'attention du public.

Prises la main dans le sac, les autorités japonaises clament haut et fort aujourd'hui qu'une "enquête" est en cours qui fera éclater la vérité et dissipera "les soupçons", mais personne n'est dupe.

Étant donné que le Japon possède de nombreuses installations nucléaires et qu'elles fonctionnent depuis des années, il est logique de conclure que le plutonium qui vient d'être découvert ne représente qu'une infime fraction des quantités totales de plutonium dissimulées dans le pays.

La production et la dissimulation d'une grande quantité de plutonium étant une affaire grave, l'opinion publique mondiale exige que l'AIEA la considère comme telle et prenne les mesures qui s'imposent.

Si le secrétariat de l'AIEA ne fait rien pour mettre un terme aux dangereuses activités nucléaires du Japon et continue de compliquer les choses en jetant le doute sur les jeunes activités nucléaires de la République populaire démocratique de Corée, qui sont pacifiques, on en déduira immanquablement qu'il applique la politique des "deux poids, deux mesures".

Le secrétariat de l'AIEA doit, pour rester impartial, accorder au problème toute l'attention qu'il mérite.

Les États-Unis d'Amérique qui se sont servis de la "question nucléaire" de la République populaire démocratique de Corée à des fins politiques douteuses, demandant l'établissement d'un "système de coopération" pour brider la République populaire démocratique de Corée et s'alliant avec le Japon, le véritable criminel, ne sauraient, dans le cas présent, se soustraire à leurs responsabilités.

Nous ne pensons pas qu'il soit nécessaire de nous attarder sur le cas pitoyable des autorités sud-coréennes qui, imprudemment, font tout un tapage au sujet de la prétendue "question nucléaire" du Nord, pour gagner les faveurs des deux grandes puissances que sont les États-Unis d'Amérique et le Japon.

Pendant que les autorités sud-coréennes se démenaient dans tous les sens, emboîtant le pas au Japon, ce dernier faisait ce qu'il voulait. Quel risible spectacle!

Il faut que les autorités japonaises rendent publiques les quantités exactes de plutonium qui sont actuellement dissimulées sur leur territoire et mettent immédiatement fin à leur programme d'armement nucléaire.

Puisque nous savons avec certitude que le programme d'armement nucléaire du Japon atteint un stade dangereux, dénucléariser la péninsule coréenne serait à notre sens pratiquement inutile.

Nous demandons instamment à tous les gouvernements ainsi qu'à toutes les organisations internationales et antinucléaires, d'agir, sans parti pris aucun, en vue d'éliminer la menace que la mise au point d'armes nucléaires fait peser sur notre planète et d'entreprendre une action conjointe pour mettre un frein au dangereux programme d'armement nucléaire dont le Japon, mû par l'ambition de devenir une puissance militaire et nucléaire, a l'audace aujourd'hui d'accélérer la mise en oeuvre.

-----